

FORCES ET FAIBLESSES DE LA REVOLUTION TUNISIENNE

Le rôle clé des mobilisations

La révolution tunisienne n'est pas tombée du ciel par le miracle de Facebook ou d'Al-Jazeera. Elle résulte d'une mobilisation convergente de multiples secteurs de la population tunisienne, et en premier lieu, la jeunesse et la classe ouvrière.

La jeunesse en première ligne

« La jeunesse a joué un rôle décisif dans le déclenchement » des révolutions tunisienne et égyptienne. « Massivement touchés par le chômage, qu'ils soient diplômés ou non, les jeunes ne supportaient plus l'arbitraire policier et la censure. Ils étaient par ailleurs plus aptes que leurs aînés à se saisir des nouveaux moyens de communication pour contourner les entraves considérables au droit de s'exprimer et de s'organiser ».¹

– Ce sont des jeunes qui étaient, en 2008, à l'origine de la révolte du bassin minier de Redeyef-Gafsa qui a initié le cycle de mobilisations ayant abouti trois ans plus tard au départ de Ben Ali.

– De même, le rôle décisif des diplômés-chômeurs dans cette révolution s'explique par le développement de la scolarisation sans création simultanée d'emplois.

« En se révoltant à sa manière, une nouvelle génération a repris le flambeau révolutionnaire [...]. Elle met en évidence les transformations sociales profondes liées à la démographie scolaire qui se traduit d'un côté par l'exode des cerveaux, de l'autre par les diplômés-chômeurs. Les migrations relient cette génération au monde et à ses contradictions en termes de consommations, de cultures, de valeurs. Les résultats sont certes contradictoires mais réduisent l'isolement et l'enfermement. Les diplômés-chômeurs construisent une nouvelle alliance entre les enfants des couches populaires et ceux des couches moyennes. Cette nouvelle génération construit une nouvelle culture politique. Elle modifie la manière de relier les déterminants des structurations sociales : les classes et les couches sociales, les religions, les références nationales et culturelles, les appartenances de genre et d'âge, les migrations et les diasporas, les territoires. Elle expérimente de nouvelles formes d'organisation à travers la maîtrise des réseaux numériques et sociaux, les tentatives d'auto-organisation et d'horizontalité. Elle tente de définir, dans les différentes situations, des formes d'autonomie entre les mouvements et les instances politiques. Par ses exigences et son inventivité, elle nous rappelle la forte phrase de Frantz Fanon : « chaque génération doit découvrir sa mission, pour la remplir ou pour la trahir ».²

– Tout cela se combinait avec la soif de liberté à laquelle la jeunesse aspire avec sans doute encore plus de vigueur que le reste de la population.

Les mobilisations ouvrières

La révolution a eu lieu dans la foulée de la révolte de 2008 du bassin minier de Redeyef-Gafsa. *« Le geste désespéré de Mohamed Bouazizi n'aurait vraisemblablement pas débouché sur une révolution s'il ne s'était pas inscrit dans le cycle inauguré par les luttes du bassin minier de Redeyef-Gafsa en 2008. Celles-ci symbolisaient également toutes les tares du régime, mais n'avaient pas pu être relayées, à l'époque, par des luttes comparables dans le reste du pays. On y retrouvait pourtant des ingrédients semblables :*

- Un chômage massif, lié à une mécanisation forcenée des mines de phosphates, sans création d'emplois pour reconvertir la main-d'œuvre dans cette région de mono-industrie, vers laquelle affluaient naguère des travailleurs de toute la Tunisie et même des pays voisins.

- La corruption, avec un trucage par la mafia au pouvoir du concours de recrutement dans les mines, a été à l'origine d'une mobilisation massive de la population et en particulier de la jeunesse. La répression qui a suivi a été terrible (arrestations, torture, emprisonnement) frappant en particulier les syndicalistes locaux qui avaient aidé le mouvement spontané à s'organiser.

*Dans la lutte contre la répression, se sont retrouvés au coude-à-coude des syndicalistes tunisien-ne-s refusant les compromissions avec le pouvoir, des avocats et des militant-e-s des droits de l'Homme. Dans les années qui ont suivi, plusieurs explosions sociales locales ont eu lieu, mais elles sont également restées isolées. Ces diverses luttes ont été soutenues à l'étranger par des organisations de la diaspora, des syndicats et diverses associations ».*³

Les structures syndicales animées par des opposants à Ben Ali ont souvent servi, grâce à leurs ressources militantes et leurs locaux, de base arrière au reste du mouvement social.

« Dès décembre 2010, les syndicalistes ont largement contribué à ce que la population de Sidi Bouzid ne reste pas isolée. Ils ne voulaient pas que se reproduise ce qui s'était passé en 2008 pour Redeyef. Cette fois-ci, dans de nombreuses villes, les syndicalistes ont beaucoup aidé à organiser les manifestations. Les locaux de l'UGTT ont très souvent servi de point de ralliement à toutes celles et ceux qui voulaient en finir avec le régime.

*Si Ben Ali a dû s'enfuir précipitamment le 14 janvier 2011, c'est en grande partie parce que des grèves générales régionales massives ont eu lieu, comme, par exemple, le 12 janvier à Sfax, Tozeur et Kairouan, le 14 à Tunis, etc. Les manifestations ont alors changé d'échelle : des dizaines puis des centaines de milliers de personnes ont déferlé dans les rues, poussant l'armée à lâcher Ben Ali ».*⁴

Le rôle du monde associatif

Du temps de Ben Ali, le monde associatif a largement contribué à l'existence d'un contre-pouvoir à la dictature. S'y côtoyaient syndicalistes, militants de la gauche clandestine ou légale, avocat-e-s, étudiant-es, féministes, artistes, journalistes, militant-es des droits de l'Homme, etc.

Un grand nombre avaient connu la prison et/ou la torture, et ne renonçaient



Le commissariat où la police de Ben Ali pratiquait la torture, et sur le toit de laquelle elle tirait sur les habitants, après son incendie lors de la révolution (photo Solidaires, 29 mars 2011).

néanmoins pas à la lutte, n'hésitant pas à défier ouvertement les flics et les mouchards qui les suivaient à la trace. Beaucoup se connaissaient de longue date et constituaient un maillage complexe où s'entremêlent appartenances politiques actuelles ou passées, liens familiaux, origines géographiques, etc. Citons pêle-mêle :

- Les Associations de défense des droits de l'Homme, résultant d'une alchimie complexe entre avocat-e-s, syndicalistes, ex-prisonnier-e-s politiques, intellectuel-le-s, membres d'organisations politiques légales ou illégales : LTDH (Ligue tunisienne des droits de l'Homme), CNLT (Conseil national pour les libertés en Tunisie, AISPP (Association internationale de soutien des prisonniers politiques), Liberté et équité, ALLT (Association de lutte contre la torture en Tunisie), Amnesty International, etc.
- Des associations féministes, comme l'ATFD (Association tunisienne des femmes démocrates), essentiellement animée par des intellectuelles laïques, souvent simultanément syndicalistes, très opposées aux islamistes.
- Des journalistes et des internautes parvenant à contourner les médias relayant la propagande du régime.
- Des artistes dissident-e-s, comme le fameux « Al Général », des associations cinématographiques comme la FTCC (Fédération tunisienne des ciné-clubs), la FTCA (Fédération tunisienne des cinéastes amateurs), ou venant du monde du théâtre, regroupées depuis 1999 autour d'une plateforme d'action culturelle alternative et anticapitaliste.⁵

Des éléments d'auto-organisation

« Dans toute la Tunisie les institutions locales ont été balayées, ce qui a ensuite posé d'importants problèmes aux habitants dans la vie de tous les jours. Dans les villes de province que nous avons visitées, des institutions locales provisoires ont alors été mises en place avec une très forte implication de la population. Les structures locales de l'UGTT ont le plus souvent joué un rôle déterminant dans ce processus. La forme et la composition de ces institutions locales provisoires ont été, en général, basées sur les rapports de forces entre militant-e-s politiques et syndicaux, dont certains n'étaient pas toujours très autonomes du pouvoir ancien.

– À Redeyef, ville du bassin minier insurgée et réprimée en 2008, la municipalité a été renversée par la population en janvier. Plusieurs assemblées rassemblant des centaines d'habitant-e-s ont eu lieu et ont désigné au consensus un conseil provisoire de 9 personnes à partir d'une liste initiale de 20 noms, établie par l'Union locale UGTT. Des commissions ont été mises en place pour gérer les affaires courantes.

– À Thala, il n'y a plus de conseil municipal. Un Conseil de sauvegarde de la révolution a été mis en place. La jeunesse continue à avoir son mot à dire : ce sont les jeunes insurgé-e-s, ayant mis le feu au commissariat, qui maintiennent l'ordre dans la ville !

– Le Comité de Bizerte, contrairement à beaucoup d'autres, fonctionne sous forme d'Assemblées Générales réunissant 500 à 1 000 participant-e-s. Il se situe dans une logique à la fois de contre-pouvoir, et d'auto-organisation de la société à construire. À Bizerte, c'est l'AG qui a décidé des 25 noms composant l'institution locale provisoire ». ⁶

« Dans les entreprises appartenant aux familles liées à Ben Ali, les ouvriers se sont retrouvés sans direction – qui s'est enfuie – et ont pris en main la gestion de ces entreprises. Il y a aussi eu pas mal de fermes agricoles qui ont été reprises par des ouvriers, qui ont chassé ceux à qui l'État de Ben Ali avait donné ces propriétés étatiques. Cela concerne 80 grandes fermes. À titre d'exemple, dans une de ces fermes il y a environ 500 personnes, si l'on compte les salariés et les membres de leurs familles. Là, il y a une forme de gestion collective de la ferme. Dans des structures de l'enseignement aussi, dans de nombreux endroits, il y a eu l'élection des personnes qui les dirigent – alors qu'avant elles étaient nommées d'en haut. Dans le transport public, il y a eu une grande grève pour changer le PDG qui était un RCD ». ⁷

Les militants de la gauche politique, syndicale et associative ont joué un rôle souvent décisif dans ce processus d'auto-organisation. Sur les téléphones mobiles de certains d'entre eux circulait par exemple, le 13 janvier en fin d'après-midi, le SMS suivant : » *Formez vos comités populaires pour organiser la vie publique dans les villes et localités, prenez les municipalités, délégations et gouvernorats, et mettez en place le pouvoir populaire démocratique. Passez l'information* ». ⁸

Une dynamique cahotique d'extension géographique

« C'est à l'échelle de la Région que les peuples se sont révoltés. Ils ont dévoilé la nature des dictatures en remettant en question le rôle qui leur était dévolu par l'hégémonie occidentale. Ils ont montré la réalité des quatre fonctions que remplissaient ces dictatures : la garantie de l'accès aux matières premières ; la garantie des accords militaires et notamment des traités avec Israël ; le « containment » de l'islamisme ; le contrôle des flux migratoires. La révolte des peuples se traduit par un dévoilement et une prise de conscience, elle participe de l'abolition des impossibilités. Une nouvelle approche est indispensable et devient possible ».

« Comme un peuple se construit par l'histoire de ses luttes, une région se construit aussi à partir de ses transformations et de la convergence de l'action de ses peuples. C'est la construction d'une région Maghreb-Machrek qui est en cours. »⁹

1. « Tunisie, Égypte : la place des mobilisations ouvrières et du syndicalisme » (juin 2011), rubrique « international » de www.solidaires.org ou directement <http://orta.pagesperso-orange.fr/solidint/tunisie/tunisie-place-des-organisations-ouvrieres-et-du-syndicalisme-mai-juin-2011.html>

2. Gus Massiah « Les insurrections révolutionnaires dans la région Maghreb-Machrek, cinq premières leçons » (1^{er} juin 2011) www.mouvements.info/Les-insurrections-revolutionnaires.html

3. Extraits du document de l'Union syndicale Solidaires « Tunisie une révolution en marche » (janvier 2011). <http://orta.pagesperso-orange.fr/solidint/tunisie/2011-01-tunisie-revolution-en-marche-31ter.pdf>

4. Solidaires : « Tunisie, Égypte : la place des mobilisations ouvrières et du syndicalisme ».

5. Extraits du document de l'Union syndicale Solidaires « Tunisie, une révolution en marche ».

6. Compte-rendu de la délégation de l'Union syndicale Solidaires en Tunisie (27 mars au 2 avril 2011). <http://orta.dynalias.org/solidint/depot/solidint/bulletin-34-ter-2011-04.pdf>

7. Ahlem Belhadj : « Un gouvernement dans la continuité... mais capable de reprendre l'initiative » (16 mars 2011) Inprecor n° 571-572 <http://orta.dynalias.org/inprecor/article-inprecor?id=1136>

8. SMS lu sur le téléphone mobile d'un militant de Sidi Bouzid.

9. Gus Massiah : « Les insurrections révolutionnaires dans la région Maghreb-Machrek, cinq premières leçons ».

Les limites du processus tunisien

Après avoir s'être accompagnée d'une vague d'enthousiasme en Tunisie et à l'étranger, la révolution tunisienne suscite aujourd'hui beaucoup d'inquiétudes. Dans l'euphorie suivant la chute de Ben Ali, une série de faiblesses n'avaient sans doute pas toujours été suffisamment prises en compte. Sans inverser le processus en cours, le poids de celles-ci est réapparu avec force. D'où la nécessité de ne pas relâcher le soutien à celles et ceux qui veulent que la révolution ne soit pas confisquée.

Une situation économique difficile

Aux déséquilibres issus de 75 ans de colonialisme, comme par exemple la marginalisation des régions de l'intérieur, sont venus s'ajouter ceux induits par le néo-colonialisme.

Le déferlement de la vague néo-libérale depuis la fin des années 1970 a accentué les inégalités sociales et régionales. S'y sont ajoutés le pillage des ressources par le clan Ben Ali et le poids grandissant du remboursement de la dette.

La politique économique suivie depuis le 14 janvier se situe dans le droit fil de celle du pouvoir précédent. La Tunisie doit de plus faire face aux conséquences de la crise financière mondiale et à la chute brutale du tourisme, qui était devenu une des principales activités de la Tunisie.

Résultat, la situation matérielle des Tunisiens ne s'est pas améliorée, et beaucoup pensent qu'elle s'est même aggravée. Tout cela explique en partie « la gueule de bois » affichée par une partie de ceux qui ont été les moteurs de la révolution tunisienne.

Le maintien de l'essentiel de l'appareil d'État antérieur

L'armée de Ben Ali est restée intacte. Ses responsables sont apparus, à tort, à la grande majorité des Tunisiens, comme s'étant opposés à la répression des manifestants.¹ Si la police s'est faite discrète dans un premier temps, elle est réapparue rapidement dans les rues, après n'avoir connu que de rares changements cosmétiques. Quant à la Justice, peu de changements sont à signaler depuis le départ du dictateur.

Du côté du pouvoir exécutif, les notables de la dictature se cramponnent avec succès au pouvoir. Le Président du Parlement béaliste est intronisé Président par intérim. Il nomme comme Premier ministre l'ancien Premier ministre de Ben Ali, qui reste en place jusqu'au 27 février. Celui qui lui succède jusqu'aux élections d'octobre a été plusieurs fois ministre sous Bourguiba, et président de la chambre des députés en 1990-1991.²



Le ministère de l'Intérieur, où pas grand-chose n'a changé depuis l'époque de Ben Ali

(Photo Cédric-Photothèque Rouge, 25 avril 2011).

Un parti islamiste de masse ³

Les mosquées jouissent d'une certaine autonomie face au pouvoir. Elles ont pu ainsi servir de base arrière aux courants islamistes, même lorsqu'ils étaient pourchassés par Ben Ali. Réprimés sauvagement pendant des dizaines d'années, les islamistes font aujourd'hui figure de martyrs, et n'étant pas marqués par la corruption.

Dans un contexte néo-libéral de remise en cause du rôle social de l'État, les actions caritatives des islamistes, ainsi que l'organisation de la solidarité avec les prisonniers, ont facilité leur ancrage.

« Bien que déstructuré par la répression durant de longues années, Ennahda a conservé la forte audience qu'il avait réussi à conquérir au cours des années 1980 ».

« Très rapidement, au lendemain de la fuite de Ben Ali, il a investi l'ensemble des espaces sociaux ».

« Cette légitimité acquise à travers la maîtrise du « terrain » a fort probablement été renforcée par une stratégie habile d'opposition au pouvoir établi. Tout en développant des canaux de négociations tous azimuts, Ennahda s'est toujours maintenu à l'écart des gouvernements qui se sont succédés depuis le 14 janvier ».

« En inscrivant la laïcité au cœur du débat politique ou en faisant d'Ennahda le parti à abattre, les courants « modernistes » ⁴ ont contribué ainsi à mettre Ennahda au centre du jeu politique et à faire du respect de l'islam le seul enjeu identifiable dans la grande confusion ». « Or l'islam constitue le repère le plus familier et le plus proche du quotidien culturel des Tunisiens ».⁵

Le renforcement des salafistes dont les militants se retrouvent souvent aux côtés de ceux d'Ennahda accentue le caractère réactionnaire de l'islam politique, notamment en ce qui concerne les droits des femmes et la liberté d'expression.

Le poids de dizaines d'années de dictature

La grande masse de la population a vécu toute sa vie dans la peur, sans oser parler de politique. Une fois l'euphorie passée, beaucoup ont eu par la suite du mal à trouver leurs marques face à une situation complexe et à des politiciens naviguant depuis des années dans les allées du pouvoir.

Les Tunisiens ont également du mal à s'y retrouver face aux anciennes organisations clandestines qui agissent désormais au grand jour, et encore plus face aux innombrables partis qui surgissent subitement.

L'écart entre niveau de mobilisation et niveau de conscience

De décembre 2010 à février 2011, des millions de Tunisiens ont montré une grande capacité de mobilisation et de courage. Mais une conscience politique ne se constitue pas en quelques semaines ou quelques mois. Une partie de ceux qui avaient contribué au déclenchement du processus à Sidi Bouzid ont, par exemple, ensuite voté pour la liste d'un millionnaire résidant à Londres et lié à l'ancien régime... mais originaire de la région.

Une auto-organisation limitée

C'est fondamentalement en s'organisant par elle-même que la plus grande partie de la population peut prendre confiance en elles-mêmes et prendre ses affaires en mains.

En Tunisie, des comités d'autodéfense sont bien apparus au moment de la chute de la dictature. Mais il s'agissait essentiellement de réactions spontanées face aux bandes armées que Ben Ali avait laissées derrière lui, et qui cherchaient à organiser le chaos pour préparer son retour. Ces comités ne se posaient pas en alternative à l'armée de l'ancien régime, mais davantage comme son auxiliaire auquel ils remettaient les armes saisies et les sbires de l'ancien pouvoir.

Le secteur où la mobilisation a été la plus importante a été celui de l'agriculture, où environ 80 fermes ont été occupées. Les comités informels apparus dans diverses entreprises et administrations se sont limités, le plus souvent, à organiser le « dédagisme » de responsables liés au pouvoir de Ben Ali.

En mars 2011, Ahlem Belhadj expliquait notamment : *« Il y a plein de choses qui se font dans le domaine de l'auto-organisation car il y a eu la dissolution des municipalités et ce sont les conseils, autoproclamés par la population, qui sont en train de gérer les municipalités. [...] Le danger c'est que ceux, nombreux, qui prennent en charge l'auto-organisation à la base laissent la « grande politique » à d'autres... Car avec l'annonce d'élections [...] à l'Assemblée constituante, [...] il s'agit bien d'aller à l'encontre de la dynamique d'autogestion. Parviendra-t-on au cours de ce moment intermédiaire – entre maintenant et les élections – à ce que les comités d'auto-organisation ne soient pas exclus du débat sur la forme de gouvernement et sur la forme de Constituante, à ce qu'ils*

s'emparent de ce débat ? Saura-t-on jouer le rôle de lien entre ce débat qui démarre « en haut » et ce dont débattent les masses auto-organisées ? En tout cas c'est l'enjeu actuel.

Le Conseil national de la protection de la révolution (CNPR) jouait un peu le rôle de coordination des comités locaux Mais il a été affaibli par la mise en place de ce « Haut comité », dont la création avait en quelque sorte pour but de remplacer le CNPR, de lui tirer le tapis sous les pieds... Les principales constituantes du CNPR – c'est-à-dire l'UGTT, les Avocats et la Ligue des droits humains – étaient partantes pour ce « Haut comité ». Ainsi, en ce moment, il n'y a plus de direction nationale légitime de la révolution. »⁶

Rapidement, toutes ces structures issues des mobilisations n'ont plus regroupé qu'un nombre limité de personnes. Elles ont été incapables de se structurer nationalement. Elles n'ont donc jamais pu apparaître comme une alternative nationale au pouvoir mis en place par les rescapés de la dictature.

La difficile jonction entre la jeunesse et les organisations adultes

Lors de son voyage en Tunisie en mars 2011, la délégation syndicale à laquelle participait l'Union syndicale Solidaires a rencontré de nombreux jeunes qui estimaient que les mobilisations ayant renversé Ben Ali avait reposé quasiment exclusivement sur eux. Il en allait de même en France où certains étudiants tunisiens, notamment ceux issus de milieux aisés, n'avaient qu'une connaissance très limitée de ce qu'avait pu endurer la génération précédente, et notamment le rôle décisif qui avait été celui des syndicalistes.

De leur côté, beaucoup de syndicalistes expliquaient : *« C'est l'UGTT qui a tout fait : ce sont nos militants qui encadraient les manifestations, faisaient circuler l'information et structuraient le mouvement localement et régionalement. Les réunions se passaient dans nos locaux, c'est toujours de là que les manifestations partaient et se terminaient, etc. »*

La difficile jonction entre les populations des villes les plus développées et les zones déshéritées de l'intérieur

Lors de ce même voyage, un certain nombre de personnes rencontrées à Sidi Bouzid, la ville où Bouazizi s'était immolé, nous expliquaient : *« Il ne faut pas parler de révolution du 14 janvier, mais de révolution du 17 décembre »*. Rien n'ayant changé dans les conditions de vie des populations de l'intérieur, ce fossé persiste. Il explique en partie, lors des élections d'octobre 2011, le vote à priori surprenant d'une partie de la population de Sidi Bouzid pour un milliardaire lié à Ben Ali et basé à Londres, mais originaire de la région, ainsi que l'importance de l'abstention et le score d'Ennadha.

Une gauche radicale numériquement faible et fragmentée

Pour faire face à la répression, beaucoup de militants radicaux ont eu tendance à se replier sur leurs organisations clandestines et réseaux, utilisant parfois un langage jugé peu compréhensible par une partie de la population. La jonction avec de nouvelles générations militantes n'entendant pas se laisser dicter leur

conduite ne va pas de soi. Ainsi s'explique en partie que, lors des mouvements de la Casbah 2 en février 2011, des manifestants s'en soient pris à des militants chevronnés ayant connu la prison ou l'exil du temps de Ben Ali.

Le brusque passage de l'ombre à la lumière a parfois débouché chez certains militants de longue date sur une vision déformée des rapports de force. Certains d'entre eux espéraient, par exemple, réaliser une véritable percée lors des élections. Il en a résulté une lutte forcenée pour le leadership et la fragmentation du « Front du 14 janvier », dans lequel s'étaient momentanément regroupés ces multiples courants. Le choc n'en a été que plus rude face à la faiblesse de leurs résultats respectifs aux élections d'octobre 2011. Un nouveau Front a été constitué pendant l'été 2012 autour des partis de traditions marxiste et nationaliste arabe.⁷ Il s'oppose à la fois à Ennahda et au pôle constitué autour d'anciens responsables des régimes de Bourguiba et Ben Ali.

1. Au terme d'une enquête minutieuse en Tunisie, le journaliste de *Mediapart*, Pierre Puchot, écrit : « *Le 14 janvier, le (chef d'Etat-Major) Rachid Ammar était bel et bien opérationnel, et aux commandes de la salle des opérations du ministère de l'Intérieur, en charge de la répression des manifestants* ». « *La révolution confisquée* » (Actes Sud, mars 2012).

2. Immédiatement après le départ de Ben Ali, le Premier ministre, Ghannouchi, s'autoproclame Président de la République par intérim. Mais la ficelle est un peu grosse, et dès le lendemain, le président du Parlement tunisien, Fouad Mebazaa, récupère le poste. Dans la foulée, il nomme comme nouveau Premier Ministre Mohamed Ghannouchi ! Celui-ci annonce dès le 16 janvier au soir la constitution d'un gouvernement peuplé de béalistes, et où une partie de l'opposition légale fait de la figuration.

Face aux mobilisations contre cette scandaleuse partie de bonneteau, le Président Fouad Mebazaa confie le 27 février la charge de Premier ministre à Béji Caïd Essebsi. Afin de mettre un terme aux mobilisations, cet habile politicien satisfait quelques revendications, à commencer par celle d'élections d'une Assemblée constituante. Il met à cet effet en place une « Haute instance... » vidant de son contenu le « Conseil national de sauvegarde de la révolution » crée par les forces ayant participé à la révolution, dont l'aile radicale se divise à cette occasion. Le spectre d'une révolution sociale cesse enfin de hanter les nuits de la Bourgeoisie tunisienne et des ses alliés étrangers.

3. Eléments tirés de la Revue internationale de Solidaires n°7 pp 35-36
<http://orta.dynalias.org/solidint/depot/solidint/revue-7-revolution-en-marche.pdf>

4. Sous Ben Ali, une partie au moins des « modernistes » avaient été silencieux face à la répression contre les islamistes, et parfois même complices (note ajoutée au texte cité).

5. Sadri Khiari : commentaires sur la révolution à l'occasion des élections
[www.contretemps.eu/interventions/tunisie-commentaires-sur-r % C3 % A9volution-occasion- % C3 % A9lections](http://www.contretemps.eu/interventions/tunisie-commentaires-sur-r-%20C3%20A9volution-occasion-%20C3%20A9lections)

6. Ahlem Belhadj : « Un gouvernement dans la continuité... mais capable de reprendre l'initiative » (16 mars 2011) Inprecors n° 571-572 <http://orta.dynalias.org/inprecors/article-inprecors?id=1136>

7. Ce Front a été officiellement lancé nationalement le 26 septembre 2012
<http://www.letemps.com.tn/article-70135.html>

« Il faut s'attendre à une deuxième révolution »

Entretien avec **ADNEN HAJJI**,
instituteur, militant UGTT à Redeyef (décembre 2011)

Adnen Hajji nous raconte les prémices de la révolution depuis 2008 à Redeyef, la ville dans laquelle il vit, enseigne et se bat depuis des années. Il nous décrit l'urgence sociale dans laquelle se trouve la Tunisie.

Afriques21 : Peux-tu nous décrire le contexte dans lequel vous viviez avant les soulèvements ?

Adnen : Redeyef, avec Mdhila, Metlaoui et Moulares, est une des quatre villes du bassin minier de Gafsa dans lesquelles le phosphate est exploité depuis plus d'un siècle et constitue la principale source de vie dans la région.

Or, il n'y a aucun signe de développement dans ces villes-là et dans toute cette région. Depuis le régime de Bourguiba, en 1956, l'État n'est pas intervenu dans la région pour sauver la situation sociale, pour créer des projets complémentaires à la compagnie du phosphate. Il s'est contenté de cette compagnie.

Le résultat pour notre région, c'est la pauvreté et le chômage massif, touchant particulièrement les jeunes en âge de travailler, mais aussi la pollution des gisements d'eau potable, qui sont en partie taris, ou encore l'infrastructure qui devient de plus en plus vieille. Nous vivons dans une situation qui n'est pas humaine du tout dans notre région.

Du côté politique et administratif, la corruption et la domination du RCD, l'ancien parti de Ben Ali, sont devenues plus en plus insupportables pour les habitants.

Ce qui caractérise la ville de Redeyef c'est la lutte que nous avons menée, en particulier les manifestations de chômeurs, depuis les années 1970 contre le régime de Bourguiba, puis celui de Ben Ali dès novembre 1987.

On peut donc dire que ce qui est arrivé en 2008, résulte d'une accumulation d'actes de militantisme pendant des années. De nombreux militants de Redeyef sont membres de l'UGTT, l'Union générale tunisienne du travail. Certains ont également participé à des partis politiques depuis la fin des années 1970, comme par exemple le PCOT, le Parti communiste des ouvriers de Tunisie.

Afriques21 : Et concernant la profession que tu exerces ?

Adnen : Je suis instituteur. La situation de l'enseignement est critique, que ce soit dans le primaire ou le secondaire, surtout en ce qui concerne l'infrastructure.

La vie dans cette région est misérable dans tous les domaines, malgré la richesse que nous produisons ici, le phosphate, qui est considéré comme l'une des

richesses principales de la Tunisie. En 2008, dans ce contexte, la proclamation de résultats falsifiés pour un concours très attendu de recrutement des ouvriers à la CPG, la Compagnie du phosphate de Gafsa, fait éclater le mouvement social dans les quatre villes minières. À Redeyef, une grève de la faim commence à l'UGTT locale.

Mes camarades et moi (je suis membre du bureau de l'UGTT de Redeyef et secrétaire général du syndicat local de l'enseignement primaire) avons décidé d'encadrer cette grève de la faim et de négocier avec le sous-préfet de Redeyef, et avec le gouverneur de Gafsa.

Sans arriver à des résultats satisfaisants, nous avons poursuivi notre lutte par des manifestations dans les rues, par des assemblées sur la place devant le siège local de l'UGTT. Pendant six mois successifs de lutte, nous avons revendiqué l'égalité dans le développement, l'égalité de notre part de la richesse nationale ! Nous avons lancé le message au régime de Ben Ali, que nous ne pouvions pas continuer à vivre dans cette misère et que l'État devait intervenir pour développer notre région, pour créer des choses permettant aux gens de vivre humainement.

Enfin, les forces policières sont intervenues pour arrêter ce mouvement et ont tiré sur les manifestants : 3 morts, 34 blessés et plus de 300 personnes arrêtées dans la région.

Moi-même, j'ai été condamné à 10 ans de prison. J'ai passé presque 17 mois entre les prisons de Kasserine et de Mornaguia à Tunis. Puis nous avons été libérés le 4 novembre 2009. Nous avons été soutenus par beaucoup de monde en Tunisie et en France : société civile, associations, partis politiques, syndicalistes, démocrates, etc.

Nous remercions nos camarades, nos amis, et tous ceux qui nous ont soutenus pour exiger notre libération et aidé nos familles. Pendant que nous étions en prison, nos familles ont manifesté dans la rue et des femmes ont organisé un sit-in.

Après notre libération de prison, nous avons continué à lutter contre le régime de Ben Ali. Donc on n'a jamais arrêté jusqu'au début de la révolution, le 17 décembre à Sidi Bouzid : ce jour-là nous organisons un sit-in au local de l'UGTT pour revendiquer des emplois. Les habitants de Redeyef et de la région minière ont participé à cette révolution par des manifestations, par des marches dans les rues, par des assemblées, etc. jusqu'à la fuite de Ben Ali.

Afriques21 : Comment expliques-tu que le mouvement se soit étendu à toute la Tunisie à ce moment précis ?

Adnen : La première étincelle de la révolution vient de notre région, le 5 janvier 2008. Mais la base de cette révolution, de ce mouvement du bassin minier, c'est la situation sociale. C'est la même chose pour le déclenchement de la révolution du 14 janvier : il a reposé sur la situation sociale des régions intérieures de la Tunisie.

Lorsque nous avons commencé, c'était une première en Tunisie et nous avons été isolés, la direction de l'UGTT a tourné le dos à ses militants. Le bureau



Deuxième personne à gauche, Adnen Hajji au local de l'UGTT de Redeyef après sa sortie de prison
(photo Solidaires, 18 mai 2010)

exécutif de l'UGTT a même sanctionné, à l'époque, certains de ses militants locaux, dont moi. Mais le régime de Ben Ali aussi s'est trouvé dans une situation un peu perturbée, il ne savait pas quoi faire avec ce mouvement et il a un peu retardé son intervention.

En décembre 2010, à Sidi-Bouزيد, cela n'a pas été la même chose. Lorsque cela a commencé, les habitants de Sidi Bouزيد, et notamment les jeunes, ont gagné la solidarité de tout le monde, y compris l'UGTT. Le pays les a soutenus.

Et le régime de Ben Ali a commis une faute plus grave encore que dans le bassin minier : dès la première journée, les forces policières sont intervenues ! Mais, cette fois-ci, la population des régions de Gafsa, de Sidi Bouزيد, de Kasserine, et d'autres régions en lutte contre Ben Ali, avaient tiré les leçons de la lutte du bassin minier en 2008. Ce que nous avons attendu depuis 2008, c'est que cette étincelle se propage dans toutes les régions tunisiennes, dans l'ensemble de la population tunisienne.

Depuis 2008 – nous ne pouvions bien sûr pas le dire publiquement – nous visions le régime de Ben Ali, nous visions la révolution. Nous avons nommé notre mouvement la révolution de la dignité, la révolution el-karama (nous avons dès 2008 créé un site internet intitulé « Redeyef Karama »). La révolution du 14 janvier ou du 17 décembre, c'est une continuation des mouvements de 2008.

Afriques21 : Peux-tu décrire les formes d'organisation que vous avez choisies et le lien entre le syndicat local, la population et le syndicat national ?

Adnen : L'UGTT de Redeyef a choisi de lancer et d'encadrer ce mouvement. Le local de l'UGTT était le lieu où on s'organisait, où on se réunissait pour débattre

des directions à adopter. Nous avons convaincu des jeunes de se rassembler, nous avons organisé des manifestations dans les rues, en évitant de nous confronter aux forces policières. Ce sont d'ailleurs elles qui nous ont agressés. On a commencé d'abord par dire aux autorités qu'il fallait annuler les résultats de ce concours. Mais, peu à peu, on a élaboré d'autres revendications plus profondes sur l'égalité de développement entre toutes les régions de la Tunisie, surtout pour les régions de l'intérieur qui vivent depuis des années, et même des siècles, dans la misère. Toute la population a été convaincue par ces revendications.

C'est pour cela que tout le monde, femmes et hommes, vieux et vieilles, et même les enfants de l'école ont participé et se sont engagés à lutter contre le régime et à revendiquer leurs droits. C'était très facile de le faire, parce qu'on était tous convaincus qu'il fallait lutter pour avoir ces droits, pour faire reconnaître les droits de la population et de la région...

Afriques21 : Aujourd'hui, qu'est ce qui a changé selon toi ?

Adnen : Jusqu'à maintenant je ne crois pas qu'il y a grand-chose qui a changé en Tunisie. Même après les élections du 23 octobre, la situation sociale persiste encore. Jusqu'à aujourd'hui la région vit une situation difficile. On remarque la colère des jeunes, des gens, etc. Il y a aussi des sit-in, il y a des blocages des services de la CPG et donc de la production de phosphate.

Dans l'avenir, le gouvernement actuel, formé par Ennahda et ses associés, pourra peut-être résoudre certains problèmes. Mais jusqu'à aujourd'hui je vous confirme que la situation est la même. Pendant toute l'année 2011, il n'y a pas eu de gouvernement élu, et sans gouvernement on ne peut pas résoudre les problèmes sociaux.

Maintenant qu'on a un gouvernement élu, la situation sociale et la question du chômage doivent être leurs priorités. Dans une année ou dans dix-huit mois peut-être, la Constitution va être écrite, la situation sera peut-être un peu améliorée. Il faut des remèdes, il faut faire vite aussi parce que les gens ne peuvent pas attendre plus longtemps.

Afriques21 : Sens-tu que la lutte n'est pas finie, que les gens sont prêts à reprendre la révolte s'ils sont insatisfaits ?

Adnen : Je ne suis pas optimiste, au contraire. Nous avons été déçus par les résultats de ces élections. Je ne crois pas que ce gouvernement va faire grand-chose. Ça se voit dans le programme du Premier ministre actuel. C'est décevant, donc il faut continuer la lutte...

Et il faut s'attendre à une deuxième révolution. Parce que la situation est très grave, et je ne crois pas que ce régime nouvellement élu va réussir à résoudre les problèmes posés.

Afriques 21 : Quelles sont selon toi les premières mesures urgentes à prendre dans votre région pour alléger cette situation sociale catastrophique ?

Adnen : Dans notre région, nous avons déposé nos revendications chez le ministre du travail.

Le problème du chômage est un problème très difficile à résoudre dans un délai court, mais il faut d'abord commencer par résoudre le problème des travailleurs précaires, qui n'ont pas de garanties dans leur travail, dans leur vie, tels que ceux participant à ce qui est appelé en Tunisie « le chantier ». C'est un système mis en place depuis l'époque de Ben Ali pour calmer les gens en les employant pour effectuer, par exemple, des travaux d'amélioration de l'environnement urbain. Mais comme ils sont très peu payés, cela ne peut pas résoudre le problème social. Il faut titulariser ces gens-là, il faut régler leur situation de travail.

Il y a aussi les anciens ouvriers de la sous-traitance, créée en 2008 pour calmer la situation. Aujourd'hui, ces gens-là ont été recrutés par une société qui s'appelle la Société de l'environnement et de la plantation, il faut régler le problème de ces gens-là. Il faut aussi contraindre la Compagnie des phosphates à recruter quelques centaines, quelques milliers de jeunes chômeurs dans la région, pour améliorer un peu la situation.

On a aussi le problème des fils des anciens travailleurs accidentés qui ont subi des accidents du travail très graves, et qui ont le droit d'être recrutés dans la Compagnie des phosphates, sans compter ceux qui ont été mis en retraite anticipée entre 1986 et 2000 : ils ont été mis à la porte avec un salaire très bas et leurs droits n'ont pas été respectés. Donc il faut aussi que la Compagnie des phosphates consacre un pourcentage du bénéfice annuel pour développer la région. On a le droit à cela. On ne peut pas apaiser la situation sociale sans satisfaire ces revendications-là.

Pour conclure, j'espère bien que les choses avancent, même si – c'est mon opinion personnelle – je n'ai pas confiance dans le gouvernement actuel et les nouveaux élus. J'espère que la situation va s'améliorer, que la Tunisie va avancer, et qu'au moins on sente qu'on a changé.

Je remercie tous les amis de la Tunisie et du peuple tunisien qui ont soutenu la révolution, et qui ont soutenu notre pays.

Propos recueillis en décembre 2011 par Eve Fitoussi et Alain Baron pour Afriques21